



Inventaire des Zones Humides
Compte-rendu du comité territorial « RHINS-RHODON-TRAMBOUZAN »
29 janvier 2013

Personnes présentes

GUIBERT Marion – SYRRTA
REYNAUD Alexis – SYRRTA
ARCOS Murielle – Conseil Général de la Loire – SAGE
CHARTIER Michel – Vice-président Conseil Général de la Loire
CHAUVEROT Véronique – Bureau SYRRTA, maire de Violay
SARLES Nathalie – Vice-présidente - Roannais Agglomération, Bureau SYRRTA
BOUTEILLE Mathilde – Roannais Agglomération
ROMEYER Jean-Damien – Chambre d'agriculture du Rhône
BEZIN Daniel – Vice-président – SYRRTA, maire de St Victor sur Rhins
PORTHIER JR - Chambre d'agriculture du Rhône
DECLOITRE Jean-Pierre – FDAAPPMA 42
FROMAGER Frédéric – ONEMA 69
GIBERT Chrystelle – DDT 42
DENIS Bernard - Chambre d'agriculture de la Loire
METTON Louis – Chambre d'agriculture de la Loire
WEBER Alix – CESAME
BELLOC Angélique – CESAME
RUSSIAS Laurent – Conseil Général de la Loire
BILLAUD Fabien – Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

Personnes Excusées

LACHIZE Michel – Président - SYRRTA
CERLES Antoine – Chambre d'agriculture de la Loire
VALFORT Daniel – ONEMA 42
HYTTE Gérard – FRAPNA 69
GLATZ Philippe – CRPF
GOUX Mylène – ONF
PENAUD François – Agence de l'Eau Loire-Bretagne
MARTINET Alain - REGION Rhône-Alpes
CARRIO Jean-Luc – DREAL Rhône-Alpes



Contexte :

Le Conseil général de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE a validé la démarche d'inventaire en juin 2012. Celle-ci prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux qui se réuniront chacun à 2 reprises au cours de l'inventaire (fin de l'étude prévue en 2014).

La présentation se déroule en trois temps :

Laurent RUSSIAS (CG42) présente le contexte de l'étude, les objectifs et la gouvernance ;
Fabien BILLAUD (CEN RA) présente une définition des zones humides ;
Angélique BELLOC (CESAME) présente la méthodologie de l'étude et le calendrier.

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Conseil général de la Loire : www.loire.fr/ et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

Les réactions :*En lien avec le seuil de 1ha :*

Le seuil de 1ha a été sélectionné car il correspond réglementairement au seuil « d'autorisation » administrative. Aussi, étant donné la grande étendue de l'inventaire (377 communes), un seuil plus bas aurait considérablement alourdi le travail ce qui n'était pas possible techniquement et financièrement. Enfin, ce seuil correspond souvent à celui sélectionné par d'autres inventaires départementaux en région Rhône-Alpes ; la Loire étant actuellement le seul département à ne pas bénéficier d'inventaire zones humides.

L'ONEMA 69 précise que les zones humides <1ha représentent un enjeu important notamment lorsqu'elles sont disposées en archipel.

Les zones humides <1ha ne feront pas l'objet de prospection dans le cadre de cet inventaire départemental, cependant, la connaissance disponible sera valorisée. Pour les cas de situation en archipel, CESAME analysera l'information sur la base de la connaissance préexistante. Au final une seule base réunira les ZH > et < 1ha.

En lien avec la connaissance préalable sur le territoire :

Le SYRRTA souligne que l'inventaire de 2006 réalisé en préalable au Contrat de rivières Rhins Rhodon Trambouzan s'intéressait déjà aux zones humides <1ha en archipel ; Contrairement à la cartographie présentée, le bassin versant du Trambouzan a également fait l'objet d'un inventaire en 2006 ;

Le CEN précise que l'inventaire de 2006 a été facilement valorisé et que la grande majorité de l'information a été intégrée dans la base de données GWERN.

Même si la connaissance est bonne sur le territoire avec cet inventaire de 2006, un complément de terrain peut-être envisagé par CESAME ; Si des secteurs semblent très sensibles et potentiellement oubliés (ex : zones humides < 1ha regroupées en archipel, secteurs d'espèces

faunistiques patrimoniales...), il est important d'en informer CESAME avant leur campagne de terrain qui se déroulera de mars à octobre 2013. (Avant mai)(Notamment pour les cas de zones humides en archipel < 1ha).

D'une manière générale :

Le Conseil Général rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides supérieures à 1 hectare. En complément, le Conseil général soutient financièrement depuis 2013 les syndicats de rivières qui souhaiteraient réaliser un inventaire des zones humides < 1ha.

Il est rappelé que l'inventaire ne crée pas une nouvelle réglementation sur les zones humides. Cette dernière s'applique, inventaire ou non. Néanmoins, la présence dans l'inventaire d'une zone humide renforcera sa prise en compte notamment dans les documents d'urbanisme (PLU,...). La cartographie qui résultera de l'inventaire n'a pas valeur de délimitation réglementaire ; si des aménagements sont prévus sur des zones humides, les services de l'État demanderont une délimitation plus précise au pétitionnaire (végétation et sol).

Pour être précis, les activités ou travaux d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation et remblais de zone humide sont soumis à déclaration de 0.1ha à 1ha. Ils sont soumis à autorisation au dessus du seuil d'1ha. Tout projet concerné par cette législation doit constituer un dossier d'étude d'incidences. C'est un document administratif qui contraint le porteur d'un projet à évaluer les conséquences négatives de son projet sur l'environnement afin de proposer les mesures aptes à les prévenir. Dans cette étude figurent un état initial du site et de son environnement, une description du projet, une analyse des conséquences prévisibles de ce projet, ainsi que des propositions de mesures visant à éviter, réduire voire compenser les atteintes environnementales. Cette étude est soumise à l'avis des différents établissements publics et administrations concernés.

L'inventaire ne sera pas figé, il continuera à évoluer en lien avec la connaissance sur ces milieux.

La CLE du SAGE réfléchira à un outil technique pour aider à la création de zones humides.

En lien avec la communication :

CESAME précise que pour assurer la communication, une fiche d'information sera mise à disposition des communes pour un affichage en Mairie, et qu'un article sera proposé pour rejoindre différents supports presses : paysans de la Loire, revue de la fédération de chasse, lettre des comités de développement, journaux intercommunaux (communauté de communes, syndicat de rivière...)

En lien avec les PLU :

Le SCOT Roannais impulse la révision des PLU. Il serait donc judicieux de leur apporter des résultats de l'inventaire assez tôt pour que les zones humides soient bien prises en compte. Le SCOT renseignera CESAME sur les communes concernées, leur niveau d'avancement et fournira la liste des bureaux d'études en charge de l'élaboration des PLU. Ces derniers seront invités à contacter le Conseil Général pour recueillir les résultats provisoires de la cartographie..

Le CEN rappelle que ces données pourront être diffusées, mais avec l'étiquette « non validées », car il faudra respecter la période de consultation de début 2014 et la validation finale lors d'une CLE du SAGE Loire en Rhône-Alpes en fin d'année 2014.

Le SAGE travaille sur un document avec l'Agence d'Urbanisme EPURES pour la prise en compte des enjeux EAU dans les documents d'urbanisme.

En lien avec la période de consultation

Roannais Agglomération indique qu'il faudra être vigilant lors de la consultation des communes pour leur permettre de s'approprier la démarche souvent jugée trop complexe. Le Conseil Général précise qu'il compte sur les structures intercommunales pour faire le relais, participer à la diffusion et à la compréhension de l'information.

En lien avec les activités agricoles :

La Chambre d'agriculture rappelle l'importance que la profession soit bien représentée lors de ces comités (il manque par exemple les syndicats agricoles). Il est important de bien communiquer sur ce sujet délicat pour eux et également d'informer au plus près du terrain, notamment les agriculteurs. Bien informer également sur les conséquences de la présence d'une zone humide sur une exploitation agricole.

Le Conseil général précise que pour les 10 comités, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des Comités de développement agricoles ont été systématiquement invités. Il sera nécessaire de compléter l'information notamment pour les syndicats agricoles et dans la presse spécialisée (Paysans de la Loire). La Chambre précise qu'elle sera présente à tous les comités pour porter son message.

La Chambre d'agriculture exprime également son sentiment de double peine : lors d'urbanisation consommatrice de foncier agricole et de zones humides, les mesures compensatoires sur les zones humides se mettent en place à nouveau sur du foncier agricole. A cela s'ajoutent toutes les autres contraintes environnementales déjà existantes.

Les élus de la Chambre en profitent pour demander une rencontre politique avec les élus du Conseil Général de la Loire.

Le SYRRTA met en avant une action expérimentale avec la Chambre d'agriculture du Rhône pour aller en amont des problèmes et chercher des partenariats avec les usagers.

Mme le Maire de Violay précise que les communes doivent jouer un rôle dans la communication auprès des agriculteurs ; La commune souligne que, comme les agriculteurs, elles sont très contraintes aujourd'hui dans leur développement.

Le Conseil général de la Loire évoque l'exemple des MAET Zones humides sur le territoire Renaison, qui sur la base du volontariat apportent une ressource économique aux agriculteurs ;

En lien avec les informations recueillies lors des investigations de terrain

Le comité s'interroge sur la prise en compte des usages au droit de la zone humide. CESAME rappelle que sur toutes les zones humides avérées lors des prospections sur le terrain, une caractérisation in situ sera effectuée. Elle permettra notamment d'indiquer :

- Les activités socio-économiques présentes sur la zone humide à l'instant t
- Les facteurs de dégradations de la zone humide. A ce titre les principaux aménagements hydrauliques perturbant le fonctionnement de la zone humide seront cartographiés et indiqués dans la fiche descriptive
- Les sources de pressions représentant une menace pour la zone humide